

PRÉFET DE L'YONNE

PREFECTURE

DIRECTION DES
COLLECTIVITES ET DES
POLITIQUES PUBLIQUES

SERVICE DE
L'ECONOMIE ET DE
L'ENVIRONNEMENT

**ARRETE n° PREF-DCPP-SEE-2013-0069
du 12 mars 2013**

obligeant le gérant de la société CARRIERES DE LA BELLE DAME à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant au coût des travaux à réaliser pour se conformer à l'arrêté n° PREF-DCPP-2011-448 du 14 décembre 2011 de borner, de réaménager et de mettre en sécurité la carrière située sur la commune de MOLAY

**Le Préfet de l'Yonne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'Environnement, Livre V « prévention des pollutions, des risques et des nuisances » et notamment son article L. 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-2011-448 du 14 décembre 2011 mettant en demeure le gérant de la société CARRIERES DE LA BELLE DAME de borner, de réaménager et de mettre en sécurité la carrière située sur le territoire de la commune de MOLAY ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées, établi à la suite de l'inspection du site CARRIERES DE LA BELLE DAME à MOLAY réalisée le 12 juillet 2012 ;

CONSIDERANT que le gérant de la société CARRIERES DE LA BELLE DAME n'a pas notifié au préfet la cessation d'activité du site en lui adressant un dossier comprenant un plan à jour des terrains d'emprise, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site accompagné des avis du maire et des propriétaires sur l'usage du site ;

CONSIDERANT l'existence d'un front abrupt ;

CONSIDERANT que le fond de fouille n'est pas horizontal ;

CONSIDERANT la présence de déchets ;

CONSIDERANT que toutes les bornes ne sont pas en place ;

CONSIDERANT que cette carrière doit être mise en sécurité et réaménagée ;

CONSIDERANT l'absence de clôture ;

CONSIDERANT ainsi que l'exploitant n'a pas obtempéré à l'injonction, objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 décembre 2011 susvisé ;

CONSIDERANT, conformément aux dispositions de l'article L. 514-1.1 du Code de l'Environnement, que si, à l'expiration du délai fixé pour l'exécution de travaux, l'exploitant n'a pas obtempéré à une injonction. le Préfet peut obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser, ;

CONSIDERANT que la surface en chantier a été estimée à 3ha 62a 41ca ;

CONSIDERANT que le coût de la remise en état réalisé par un prestataire extérieur est estimé à 141 663€ ;

CONSIDERANT que le coût du bornage est estimé à 1500 € ;

CONSIDERANT que le montant total des travaux à réaliser est estimé à 143 163€ ;

L'exploitant consulté ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la Préfecture

A R R E T E

Article 1^{er} – **Consignation**

En application de l'article L.514-1.I.1° du Code de l'Environnement le gérant de la société CARRIERES DE LA BELLE DAME est tenu de consigner entre les mains du comptable public la somme de 143 163 € (cent quarante trois mille cent soixante trois euros) correspondant au coût des travaux à réaliser pour se conformer aux dispositions des articles 4 et 6 de l'arrêté préfectoral du 06 janvier 1975 et aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.

Cette somme sera restituée au fur et à mesure de l'exécution des mesures prescrites, sur demande de l'exploitant justifiant la réalisation desdites mesures.

Il est procédé au recouvrement de cette somme comme en matière de créances étrangères à l'impôt et au domaine. Pour le recouvrement de cette somme, l'Etat bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du Code Général des Impôts.

Article 2 – **Délais et voies de recours**

Le destinataire du présent arrêté peut saisir le Tribunal administratif de DIJON d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision attaquée.

A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le Préfet d'un recours gracieux, ou le Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie, d'un recours hiérarchique qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet).

Article 3 – Notification et exécution

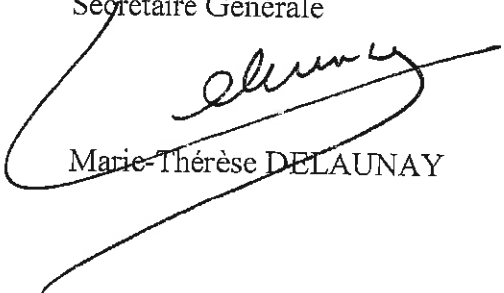
Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture, Monsieur le Directeur départemental des Finances Publiques et Monsieur le responsable de l'UT-DREAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gérant de la société Carrières de la Belle Dame « Les préaux » 89 310 NITRY et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de MOLAY
- Monsieur le Sous-Préfet d'AVALLON
- Monsieur le Procureur près le Tribunal de Grande Instance d'AUXERRE,
- Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

AUXERRE, le

12 MARS 2013

Pour le Préfet,
La Sous-Préfète,
Secrétaire Générale



Marie-Thérèse DELAUNAY

